

**Annexe à Verdict 01-150574-24**

**TRADUCTION DES VERDICT 01-150574-24 du suédois vers le français. Traduction non officielle.**

**DÉCISION DE KRONOFOGDEMYNDIGHETEN**

---

1. L'autorité chargée de l'exécution oblige Philippe Lefebvre à se retirer ainsi que ses affaires de la zone d'opération de Bosö Båtklubb à Bosö Hamnväg à Lidingö, Lidingö Lidingö 5:188. Voir les photos en pièce jointe.
  2. L'autorité d'exécution oblige le défendeur à rembourser au demandeur les frais engagés dans l'affaire à hauteur de 300 SEK pour les frais de dossier.
-

**VERDICT**

2024-03-14

**DEMANDE, M.M.**

Le demandeur a déposé une demande conformément à la décision de l'Agence suédoise d'exécution.

**CIRCONSTANCES, ETC.**

Le défendeur s'est installé et réside de manière illégale et arbitraire (installation illégale) dans un voilier installé à terre, sur et à l'intérieur de la zone d'activité du requérant et, malgré la demande d'éloignement, ne l'a pas fait. La propriété est louée par la municipalité de Lidingö et le demandeur contrôle la zone louée. On ne sait pas si le prévenu est le propriétaire civil du voilier. Le demandeur a pris des mesures raisonnables pour identifier l'intimé et lui a demandé de quitter les lieux.

**Le défendeur a reçu signification mais a choisi de ne pas soumettre de déclaration ou d'objection dans le délai d'explication.**

**MOTIFS DE LA DÉCISION DE KRONOFOGDEN****Réglementation applicable**

Selon l'article 4 § 1er 1 p de la loi (1990 : 746) sur les injonctions de payer et l'assistance (BfL), une demande d'assistance spéciale peut faire référence à une ordonnance ordonnant au défendeur de procéder à une rectification lorsque la possession du demandeur a été arbitrairement perturbée ou d'autres mesures illégales ont été prises concernant des biens immobiliers ou meubles ou l'exercice du droit du demandeur sur certains biens est autrement entravé illégalement. Si une demande selon le premier alinéa 1 fait référence à une obligation pour le défendeur de déménager d'un immeuble, d'un appartement d'habitation ou de tout autre espace dans un immeuble ou dans d'autres biens meubles, elle est traitée comme une demande de déménagement.

Selon l'article 39 du BfL, il incombe au demandeur de justifier les circonstances qu'il invoque pour justifier sa demande. Toutefois, la requête du demandeur doit servir de base à l'examen dans la mesure où elle a été présentée sans objection de la part du défendeur et il n'est pas évident qu'elle soit incorrecte.

Selon l'article 43 du BfL, une décision doit être annoncée conformément à la demande dans la mesure où elle est légalement fondée et les circonstances qui, selon l'article 39, doivent servir de base à l'examen constituent des motifs pour accorder la mesure. Une demande d'éloignement ne peut être accordée que si les raisons de la mesure l'emportent sur les inconvénients ou autres que la mesure entraîne pour le défendeur.

**VERDICT**

2024-03-14

**Poignée de main spéciale***Proportionnalité*

Selon l'article 8 de la Convention européenne, toute personne a droit au respect de son domicile. Une restriction du droit doit être raisonnablement proportionnée au but poursuivi par la restriction. Une condition préalable pour considérer dans ce cas qu'une approbation de la demande signifierait une limitation du droit du défendeur selon l'article est que le séjour illégal sur la propriété du demandeur doit être considéré comme ayant constitué le domicile du défendeur au sens de l'article.

*L'intérêt supérieur des enfants*

L'évaluation a également tenu compte de la présence ou non d'enfants sur le site, car l'intérêt supérieur de l'enfant, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant, doit être la considération primordiale dans toutes les mesures concernant les enfants. Selon le requérant, il n'y a pas d'enfants sur les lieux.

L'autorité chargée de l'exécution ne considère pas que les circonstances de l'affaire soient telles que le défendeur puisse être considéré comme ayant un lien si continu et suffisant avec le lieu/la propriété qu'il puisse être considéré comme y ayant son domicile au sens visé à l'article 8 de la Convention européenne. Dans la balance, il faut également tenir compte de la protection de ses biens dont bénéficie le demandeur grâce à la protection constitutionnelle du chapitre 2. § 15 la forme de gouvernement comme la Convention européenne des droits de l'homme.

Par les documents soumis, le demandeur a démontré son droit à une aide spéciale. Le défendeur n'a pas contesté la demande et les informations fournies par le demandeur doivent donc servir de base à l'appréciation de l'affaire. La demande est légalement fondée et le demandeur a ainsi démontré son droit à une aide particulière.

**EXÉCUTION**

Conformément au § 45 BfL, la décision sera exécutée sans demande particulière du demandeur concernant l'assistance, mais pas concernant les frais de dossier.

**COMMENT FAIRE RECOURS, voir annexe**

---

Kronofogdemyndigheten  
Tobias Paulin

## COMMENT FAIRE APPEL

Quiconque souhaite faire appel de la décision de l'Agence suédoise d'exécution doit écrire au tribunal de district, mais envoyer ou soumettre la lettre à l'Agence suédoise d'exécution. Le recours doit avoir été reçu par l'Agence suédoise d'exécution au plus tard trois semaines à compter de la date de la décision de l'Agence suédoise d'exécution. Si le recours est reçu à temps, la lettre sera transmise au tribunal de grande instance compétent, accompagnée de tous les documents du dossier.

Un appel doit contenir des informations sur

- quelle décision fait l'objet d'un appel
- le nom des parties, leur numéro de sécurité sociale, leur adresse postale, leur numéro de téléphone, leur adresse e-mail
- le demandeur, c'est-à-dire comment le requérant souhaite que la décision de l'Agence suédoise d'exécution soit modifiée
- les motifs (motifs) du recours
- les éléments de preuve invoqués par le requérant et ce qu'ils doivent étayer

La lettre doit être signée par la personne qui dépose la plainte ou par son représentant.

Si le requérant invoque de nouvelles preuves, celles-ci doivent être présentées en même temps que le recours. Les preuves écrites et autres documents doivent être joints en original ou en copie certifiée conforme.

Si vous avez des questions, vous pouvez contacter le Kronofogdemyndigheten suédois.